



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON

50^{ème} anniversaire de l'OCDE

Paris, mercredi 25 mai 2011

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour la France un très grand honneur d'accueillir l'OCDE à Paris depuis 50 ans et de prendre toute sa part de responsabilité au sein de cette institution. L'OCDE est née dans un monde encore marqué par la Seconde Guerre mondiale. Fonder la Paix et le progrès sur un développement économique harmonieux, tel était et tel reste son objectif.

Le texte de la convention signée en décembre 1960 posait comme principe que « *la puissance et la prospérité de l'économie sont essentielles pour atteindre le but des Nations Unies, sauvegarder les libertés individuelles et accroître le bien-être général* ». Il établissait aussi le devoir pour les nations les plus avancées d'aider les pays en voie de développement.

Et bien ces idéaux n'ont rien perdu de leur valeur, car plus la mondialisation s'accélère, plus nous devons trouver les moyens de créer les conditions d'un progrès partagé si nous ne voulons pas voir s'accroître les tensions entre les nations, entre les économies et les cultures.

En quelques décennies, l'Histoire a connu des bouleversements fulgurants. Des bouleversements qui ont rebattu les cartes politiques et économiques. Les pays de l'ancien espace soviétique se sont ouverts à l'économie de marché. Sur tous les continents, nous avons vu émerger de nouvelles puissances. Et plus récemment, une très grave crise a montré l'urgence de rétablir l'économie mondiale sur de nouvelles bases.

Je veux dire que ces enjeux, l'OCDE, monsieur le Secrétaire général, en a pris toute la mesure. L'OCDE qui incluait à ses commencements 20 nations en compte aujourd'hui 34.

La France soutient cette politique d'ouverture qui a montré d'ailleurs toute sa pertinence lors de la crise financière de 2008.

Cette crise, nous n'avons en effet pu y faire face qu'en associant étroitement et sur un pied d'égalité, les nouvelles puissances économiques émergentes. Cette logique de coopération nous pensons qu'il faut l'amplifier.

Et en ce moment même, il y a, madame CLINTON vient à l'instant de les mentionner, des rapprochements qui sont prometteurs.

La Russie va adhérer officiellement à la Convention anti-corruption, convention à laquelle l'Afrique du Sud et le Brésil sont déjà parties prenantes. Notre objectif est maintenant d'examiner un calendrier d'engagement avec la Chine, avec l'Inde, avec l'Indonésie, avant l'été.

Plusieurs pays non-membres de l'OCDE sont déjà signataires des principes de responsabilité édictés en 1976 par votre organisation à l'intention des multinationales. Il était nécessaire d'actualiser ces principes, et je me réjouis que cela soit le cas aujourd'hui.

En matière de transparence et d'échange de renseignements dans les problématiques fiscales, les avancées sont aussi significatives. Et le Forum mondial consacré à ces sujets, qui a été mis en place dans le cadre de l'OCDE, compte aujourd'hui 96 membres. C'est un excellent exemple d'association de pays émergents. Tous ces thèmes sont au cœur de l'action du G20 auquel l'OCDE apporte une contribution dont je veux, au nom de la France, la remercier.

Les normes élaborées par l'OCDE constituent un socle fondamental pour les relations économiques internationales, loyales et équitables. Il faut les renforcer et inviter les nouvelles puissances économiques à s'en rapprocher toujours plus.

L'OCDE définit des standards élevés, mais les grands enjeux de notre temps appellent aussi son expertise. Il y a la question de la sécurité alimentaire et la lutte contre la volatilité des prix des matières premières. Nous avons connu en 2008 des émeutes de la faim de 2008. Ces émeutes de la faim constituent une alerte qui ne doit en aucun cas être sous-estimée. Il y a les questions énergétiques et le respect des engagements que nous avons pris pour répondre au changement climatique. Il y a le renouvellement de nos critères de mesure pour la croissance et le progrès humain.

La Commission Stieglitz-Sen-Fitoussi a réalisé un travail très important dont nous attendons encore beaucoup. La capacité d'analyse de l'OCDE lui garantit un rôle de premier plan pour les années à venir. Demain, sous la Présidence de Madame CLINTON, votre organisation traitera des nouveaux paradigmes du développement. Il n'y a plus de modèle unique de développement. Il y a un nouveau monde qui est en train de se dessiner sous nos yeux. Un monde qui bouscule les positions acquises et les certitudes anciennes. Il faut en mesurer les risques, mais il faut surtout en saisir les chances.

La chance d'une prospérité globale, au lieu d'un affaiblissement réciproque des nations à travers leur rivalité.

La chance d'une progression des valeurs démocratiques, avec l'élévation générale du savoir et du niveau de vie. Et de ce point de vue, ce qui s'est passé en Tunisie, en Egypte, démontre que la liberté n'est pas le privilège de quelques nations. C'est une aspiration universelle.

La chance d'une gouvernance mondiale réformée. Un système mieux régulé, un système multipolaire qui place la finance au service de l'économie et du développement et non pas l'inverse. C'est le message que porte la France au G.20.

Le Fonds Monétaire International y a son rôle à jouer et je ne vous étonnerai pas en vous disant que pour nous, la candidature de Christine LAGARDE n'est pas seulement une candidature française, européenne, c'est une candidature de qualité, d'efficacité, d'équilibre entre performance économique et la solidarité.

Mesdames et messieurs, aucune nation ne sortirait gagnante d'une logique d'égoïsme ou d'affrontement. L'avenir est au rapprochement. L'avenir est à la coopération, à la solidarité.

Une croissance mondiale durable nécessite des normes exigeantes. Des normes exigeantes qui soient acceptées et partagées par tous. Et en la matière, l'OCDE détient une fonction essentielle que je suis heureux en ce 50^{ème} anniversaire, de saluer avec vous.

Permettez-moi pour conclure, un clin d'œil à l'OCDE et à l'économie française, puisque ce matin même, l'OCDE a annoncé une révision à la hausse de ses prévisions économiques pour la France. C'est une bonne nouvelle pour mon pays et pour les Français. A 2,2 % de

croissance pour 2011, les prévisions de l'OCDE sont supérieures à celles que faisait mon Gouvernement.

L'OCDE confirme également que nos objectifs de réduction de déficits seront tenus cette année et l'année prochaine, voire dépassés en 2011.

Et elle prévoit enfin que les récentes réformes du marché du travail – je cite son rapport – et des retraites tendront à accroître le taux d'activité et finalement, l'emploi.

Et bien monsieur le Secrétaire général, mesdames et messieurs, ces bonnes nouvelles ne font que renforcer mon plaisir à célébrer avec vous, le 50^{ème} anniversaire de l'OCDE.